



ECONOMIE SOCIALE

FORUM INTERNATIONAL. Les 8e Rencontres du Mont-Blanc se tiendront les 6, 7 et 8 décembre 2017 à Archamps (Genevois Français) sur le thème « ESS : l'efficacité nouvelle ». Entretien avec Thierry Jeantet, président de ESS Forum international, association organisatrice.

Les acteurs de l'ESS unis au-delà des frontières

EFFICACITÉ NOUVELLE

Pouvez-vous nous rappeler quand, par qui et avec quels objectifs ont été créées les Rencontres du Mont-Blanc ?

C'est en 2004 que les premières Rencontres du Mont-Blanc ont réuni à Morzine des dirigeants de l'économie sociale venus de pays des cinq continents. A l'initiative de cet événement : des responsables de la Macif, du Crédit coopératif, du Groupe Chèque déjeuner, de l'Institut de développement de l'économie sociale et moi-même, alors président du Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale. Nous nous sommes alors demandé pourquoi l'économie sociale, présente dans tous les continents, était aussi peu connue et comment il était possible qu'elle travaille aussi peu avec elle-même. Nous avons alors décidé de créer ces rencontres avec deux objectifs essentiels : donner une visibilité internationale à l'économie sociale et favoriser des projets et du travail commun, au-delà des frontières géographiques, entre coopératives, mutuelles associations, fondations.

Pour cette 8e édition de ces Rencontres, vous avez choisi le thème « ESS, l'efficacité nouvelle ». Pourquoi ce titre ?

Si nous avons choisi pour thème « ESS, l'efficacité nouvelle », c'est que la notion traditionnelle d'efficacité économique est devenue beaucoup trop étroite et ne correspond plus aux défis du moment. Au niveau international comme au niveau des territoires les défis actuels sont également sociaux, environnementaux, et nous estimons que l'économie sociale a la vertu particulière d'être efficace sur ces enjeux autant qu'au niveau économique.



Rencontres, échanges d'expériences, projets communs entre acteurs de l'ESS des cinq continents sont au rendez-vous des Rencontres du Mont-Blanc. Ici l'édition précédente en 2015. PHOTO DR

Ces Rencontres contribuent à faire prendre conscience que l'ESS est composée d'entreprises souvent en avance de ce point de vue-là sur les entreprises traditionnelles. Elles ont permis notamment de développer une Agora internationale des projets, destinée à favoriser la naissance ou le développement de projets d'entreprises ou d'organisations au-delà des frontières, de façon

à ce qu'il y ait davantage de coopération opérationnelle entre ces entreprises et organisations de l'ESS au niveau international.

Qui participe à ces Rencontres ?

Des acteurs de l'ESS des cinq continents – dirigeants de coopératives, de mutuelles, d'associations –, des élus locaux qui ont développé des partenariats

avec l'ESS, des chercheurs et universitaires... et le dernier jour, il y aura une séance avec des ministres chargés de l'ESS de plusieurs pays.

Depuis que ces Rencontres existent, quelles évolutions avez-vous constatées dans l'économie sociale et solidaire ?

Les statistiques françaises établies dans le début des



années 80 montraient que l'ESS représentait un taux de 6% à 6,5% du produit intérieur brut (PIB). Aujourd'hui ce serait entre 10 et 11% du PIB. Par ailleurs, ce secteur emploie plus de 2,2 millions de personnes en France, et il faut ajouter que 60% des Français sont adhérents d'une mutuelle de santé, de prévoyance, d'assurance, ou bien d'une association, et ils participent donc d'une manière ou d'une autre à la vie de l'ESS. Ce qui est énorme. En Europe, on estime que 12% environ de l'emploi est issu de l'ESS. Et sur le plan international, nous savons que les seules coopératives emploient un milliard de personnes. L'ESS apparaît de plus en plus comme un système économique pertinent par rapport aux défis actuels que connaissent des pays très différents sur tous les plans, y compris au niveau politique.

Rappelons aussi que des études réalisées par des cabinets économiques n'ayant aucun

rapport avec l'ESS ont démontré très clairement que lors des crises de 2008 et 2011, les banques et les sociétés d'assurance qui ont le mieux résisté sont les banques coopératives et les assurances mutuelles.

Qu'attendez-vous de ces 8e rencontres ?

Il va y avoir de nombreux temps forts, soit en séances plénières, soit en ateliers, avec des personnalités qui échangeront sur leur expérience respective, là encore au-delà des frontières. Cela doit être l'occasion d'échanger directement entre eux et éventuellement de bâtir des projets communs. L'occasion aussi de valoriser ce que font les jeunes entrepreneurs de l'ESS et de réfléchir à la façon dont ils peuvent s'appuyer les uns sur les autres. Notre objectif essentiel est de densifier le tissu international d'acteurs qui s'occupent du développement de l'ESS.

Propos recueillis par
Jacqueline de Grandmaison

ECHANGES DE PRATIQUES, ÉTUDES, INITIATIVES EN EUROPE

Créer des échanges interculturels de jeunes Français et de jeunes Tunisiens, donner la parole aux écoliers et collégiens tunisiens concernant leurs droits par la mise en place d'un conseil communal d'enfants, permettre un échange numérique entre 6 classes tunisiennes et 6 classes de Marseille : Telles sont les missions qui ont été confiées à la Ligue de l'enseignement des Bouches-du-Rhône dans le cadre du programme

« Soyons actifs-actives ». Ce programme entend renforcer les capacités des organisations de la société civile tunisienne et française afin de participer à la réduction des inégalités d'accès aux droits. Il s'agit d'un programme concerté pluri-acteurs qui réunit à ce jour 67 entités : associations, syndicats, coopératives, collectivités territoriales et pouvoirs publics issus des deux rives de la Méditerranée. Isabelle

Dorey, Déléguée Générale de la ligue de l'enseignement et Secrétaire Générale adjointe de la CRESS PACA confie : « Ces projets contribuent à l'échange de pratiques, à l'action et à l'entreprenariat social et solidaire ». Il faut savoir aussi que l'Union européenne prend de nombreuses initiatives et conduit des études concernant l'économie sociale en Europe. Une preuve supplémentaire de l'intérêt que suscite de plus en plus cette autre économie.